

# Le coût du Covid : celui de la Seconde Guerre mondiale !



## Georges Ugeux

Avocat et économiste de formation, Georges Ugeux a été Executive Vice President International du New York Stock Exchange de 1996 à 2003. Il enseigne les systèmes bancaires et financiers à la Columbia Law School. Il a également fondé Galileo Global Advisors, une banque d'affaires. Il a publié *La trahison de la finance et Wall Street à l'assaut de la démocratie* (Odile Jacob) et tient un blog « La finance au-delà des mythes et des mystificateurs ».

<https://georgesugeux.com>

### Santé Libre: Qu'est-ce que le Covid a révélé, selon vous ?

**Georges Ugeux :** Le Covid a été le révélateur d'un phénomène qui ne date pas d'hier. Depuis dix ans, les gouvernements et les banques centrales<sup>12</sup> sont massivement intervenues sur les marchés boursiers qui ont eux-mêmes bénéficié à une toute petite partie de la population. Cette situation montre une chose : la déconnexion entre la société et les marchés financiers, et le rôle que les gouvernements jouent dans cette déconnexion. À partir du moment où c'est l'argent du contribuable qui sert à enrichir des privilégiés, nous avons un problème sociétal, moral et éthique majeur. Cette crise du Covid a donc considérablement exacerbé les inégalités, au point qu'elles sont devenues, pour moi, intolérables. Le Covid est arrivé à un moment où le système financier était déjà fragilisé, cela n'a donc fait qu'aggraver le phénomène.

### S.L. : Que risque-t-on ? Une grave crise économique post-Covid ?

**G.U. :** Je dirais que la crise peut devenir tsunami et qu'elle a déjà commencé, en réalité. L'inflation<sup>13</sup> va créer une perte de pouvoir d'achat pour une grande partie des ménages, alors que la Bourse a augmenté de 100%. Les États se sont également massivement endettés. Ils devront donc prendre des mesures pour limiter leurs dépenses et deuxièmement, augmenter leurs revenus qui proviennent essentiellement des contribuables et des consommateurs. Or, les grandes entreprises n'y contribuent pas suffisamment. Mon sentiment, c'est que ce sont encore les personnes les plus fragiles qui vont payer très cher.

Je dirais que cette phase de correction est normale, mais sera-t-elle suffisante ? Il est possible qu'il s'agisse d'un mal pour un bien dans la mesure où le système connaissait, avant le Covid, une faiblesse structurelle que le Covid risque de faire exploser. Nous allons clairement rentrer dans un engrenage : les taux d'intérêt vont augmenter et l'endettement des États va coûter plus cher... Les perspectives du FMI<sup>14</sup> ne disent rien d'autre : en 2022, les prévisions sont à la baisse, pires qu'en 2022, et encore pires en 2023. C'est presque une double peine, car le Covid a fait déjà beaucoup de mal et les conséquences sont loin d'être toutes pensées. Mais cette crise est inévitable. D'autant qu'elle s'accompagne d'une profonde défiance des populations envers les gouvernements. Les gens qui manifestent dans la rue ne sont pas là seulement contre le vaccin. Ce sont des gens qui en ont ras-le-bol. Ils expriment un malaise, un mal-être. Ils se sentent désespérés par un système dans lequel ils ont le sentiment qu'ils ne peuvent pas gagner. Auraient-ils tort ? Je ne crois pas car fondamentalement, le système est aujourd'hui organisé pour le profit, pour l'actionnaire, et pas pour la population au sens large.

### S.L. : À combien évalueriez-vous le coût de la crise Covid ?

**G.U. :** Les chiffres actuels sont de l'ordre de 5000 milliards de dollars US, soit l'équivalent de ce qui a été dépensé pendant la Seconde Guerre mondiale. On a quasiment créé une structure de guerre et on a dépensé comme si on était en guerre, ce n'est donc pas très étonnant finalement. Pour vous donner un ordre d'idées, l'endettement actuel des États-Unis est identique à celui de la reconstruction après la Seconde Guerre mondiale.

On ne peut pas parler d'« économie de guerre » pour autant. On a paniqué, comme au moment des confinements de 2020. Et après, c'était l'engrenage : toutes les mesures qui ont été prises ont été excessives. La guerre contre le Covid, c'est un problème de santé, mais qui évite de parler des vrais problèmes.

### S.L. : Était-il raisonnable de brandir, comme M. Macron, le fameux « quoi qu'il en coûte » ? L'État peut-il vraiment assumer une telle politique dispendieuse ?

**G.U. :** Le « quoi qu'il en coûte » du président Macron (et Mario Draghi, président italien du Conseil des ministres) n'était pas autre chose qu'un aveu d'impuissance. C'est une déclaration irresponsable. Regardez : quand Macron s'inquiète-t-il de la dette publique qui explose ? On est à l'aube de l'élection présidentielle et s'il y a bien un sujet dont on ne parle pas, c'est celui de la dette ! Pourtant, en France, ce modèle n'est pas tenable : la dette représente 125% du PIB (alors qu'elle est de 75% en Allemagne avec beaucoup moins de chômage). Je crois qu'en France, l'élitisme, le népotisme, la collusion d'intérêts, etc. font beaucoup de mal, hélas. Pourtant, le grand public n'est pas bien informé de ces abus scandaleux. L'une des solutions serait à mes yeux, d'informer, d'éduquer davantage encore les citoyens

sur ces scandales. Être bien informé, c'est la condition aussi pour bien voter. Mais je sais aussi que les politiciens sont extrêmement habiles pour mentir sans y paraître pour être élus. Il faut que la population soit capable d'apprendre à «débuser» les mensonges. Je crois que pour ce problème, il faudrait peut-être regarder dans l'Antiquité et réhabiliter des cours de «société». Cela pourrait être utile pour les aider à appréhender le monde moderne, peut-être davantage que de connaître les dates des batailles napoléoniennes...

**S.L. : L'industrie pharmaceutique a bien profité de la crise. Est-ce normal selon vous ?**

**G.U. :** L'industrie, mais pas seulement ! Les laboratoires ont gagné une fortune depuis la crise du Covid, notamment ceux qui ont fabriqué des tests. Et cela soulève d'autres questions : faut-il un modèle hybride entre le public et le privé pour la santé, comme aux États-Unis pour l'éducation où les universités sont cofinancées entre États et entreprises. En France, ce modèle a été proposé, mais il y a tout de suite eu une levée de boucliers sous prétexte d'offrir une éducation mercantile. Mais regardez le résultat : il y a une fuite des talents européens... vers les universités américaines.

N'allons pas en conclure que la santé n'est pas une priorité, loin de moi l'idée de penser cela. Car les dépenses de santé en France sont colossales et pour moi, la question n'est pas de savoir s'il faut dépenser plus, mais comment dépenser mieux. Je pense aussi que nous avons individuellement une responsabilité de nous maintenir en bonne santé. Mais bien évidemment, il est normal et juste que l'on nous aide quand on est malade, personne n'est coupable de l'être.

**S.L. : La crise aurait-elle finalement permis de dissimuler une politique sanitaire désastreuse depuis des décennies ?**

**G.U. :** Tout à fait, et je ne suis pas dans un jugement de valeur, car les chiffres sont là. Depuis des années en France, on ferme

des maternités, des hôpitaux, on a de moins en moins de médecins généralistes. La santé coûte aussi de plus en plus cher. La pandémie aura au moins révélé ceci : notre système est rigide. Bien sûr, cela met du temps de former du personnel pour travailler en réanimation. Mais je crois qu'il ne faut pas autant de temps pour installer des lits d'hôpitaux. Cela peut se faire en un mois. Il suffit de trouver un autre endroit. Or, ce qui a été très frappant, c'est que les gouvernements ont injecté de l'argent pour éviter que l'économie ne s'effondre mais nous sommes pratiquement en termes d'équipement, de personnel et de lits, dans la même situation qu'avant. Comme si le Covid n'avait pas eu lieu. Nous n'avons pas tiré les leçons. Or, les virus font partie de la vie. Ce qu'il faut maintenant, c'est une réflexion holistique, globale, est indispensable pour apporter plus de flexibilité dans le système de soins. Mais je crains que rien ne change, même après le Covid.

”  
**À partir du moment où l'argent du contribuable sert à enrichir des privilégiés, nous avons un problème moral majeur.**  
 ”

Il y a autre chose qui m'interpelle : c'est la très grande inégalité entre le sommet, les médecins extrêmement spécialisés, et les infirmières, par exemple. Ce n'est pas parce que les infirmières (je dis infirmières, car ce sont souvent des femmes) ont majoritairement une vocation qu'on peut les sous-payer. Je ne vois pas pourquoi un guichetier de banque devrait gagner plus qu'une infirmière.

**S.L. : Quel monde imaginez-vous après la crise ?**

**G.U. :** J'ai beaucoup d'espoir, car il y a eu une évolution majeure. La prise de conscience des problèmes du climat est venue des jeunes. Ils nous ont forcés à voir le problème. Aujourd'hui, il y a

17000 milliards de dollars qui sont investis dans des entreprises pour le climat. Je reprends souvent le thème d'Obama, le «Yes, we can», car je refuse de me dire que rien ne peut jamais changer et que cela est sans espoir. Car dire que c'est sans espoir, c'est donner du pouvoir à ceux qui veulent nous trucider. Les crises remettent parfois aussi les pendules à l'heure. Et c'est comme cela qu'on progresse. Il ne faut en tout cas jamais cesser d'espérer. Regardez en Europe, je constate qu'aujourd'hui, il n'y a plus aucune entreprise qui ne s'explique pas, sous une forme ou sous une autre, sur son impact climatique. De manière plus ou moins honnête selon les cas. De plus en plus, les investisseurs posent des questions embarrassantes, donc il faut qu'ils acceptent cette solidarité. L'idéologie que j'appelle «tout pour l'actionnaire» n'est plus tenable. C'est une perversion du capitalisme.

**S.L. : Faut-il donc sortir du système et imaginer autre chose (la décroissance, par exemple) ?**

**G.U. :** Tous les populismes y invitent et ont un discours sur le changement de système. Mais ce n'est pas possible. En revanche, ce que j'expose dans mon livre, ce sont une douzaine de mesures pour rendre le système plus solidaire, plus humain, plus équitable et juste et plus solide et acceptable sur le plan social. Faire tomber le système ne va pas résoudre le problème. Il faut regarder le système de près, dans sa plomberie, car c'est là que les abus ont été commis et c'est là qu'il faut les corriger. Est-ce normal que la Bourse ait monté de quatre fois depuis la crise ou que les bénéfices des entreprises aient été multipliés par deux ? Où est la transparence ? L'autre chose, c'est que les banques centrales doivent cesser de s'occuper des marchés de capitaux, mais plutôt de la stabilité financière et de garder l'inflation sous contrôle. Or, elles font tout le contraire. Ce qui me fait dire que la pandémie a aussi été la grande faillite des banques centrales.\* ■

\* Toutes les sources sont consultables sur le lien suivant :